



Appel à candidature : Pour un syndicalisme toujours en lutte

Comme pour les dernières élections académiques, École Émancipée a décidé de se présenter sur une liste commune avec U&A. Néanmoins, nous appelons à candidature pour représenter les idées, et valeurs de notre tendance l'École émancipée, au sein des activités militantes, dans les instances, dans les établissements comme au bureau.

En effet, les militants d'École Émancipée s'investissent à la CA académique, au bureau, dans les commissions paritaires et les établissements, responsables de la section syndicale ou élus au CA. Dans un contexte de remise en cause des droits, qui ne cesse de s'intensifier depuis l'élection de Macron, dans le monde du travail en général et dans l'éducation en particulier, nous avons fait à nouveau le choix de travailler en commun dans les instances pour être plus efficaces grâce à une action collective, tout en gardant, au-delà de l'affichage unitaire, notre identité et notre liberté d'expression.

Les ministres se suivent et se ressemblent : le gouvernement poursuit son travail de sape du service public d'éducation : la réforme du lycée et du baccalauréat général et technologique, réforme du lycée professionnel qui supprime 203h de cours pour un.e élève qui entrera en seconde professionnelle l'an prochain. C'est désormais le choc des savoirs qui conduit, de manière totalement assumée et décomplexée, le gouvernement a promu une école du tri social. En programmant 20% d'échec au brevet des collèges c'est 20% des jeunes qui n'auront plus accès ni au lycée professionnel, ni au lycée général. Les groupes de niveau faute de moyens ne seront ni modulables ni évolutifs et seront dans les petits collèges des classes de niveau. Ce dispositif est stigmatisant et ne permet pas aux plus fragiles de progresser et ne permettent pas non plus aux autres élèves d'acquérir de réelles meilleures compétences académiques, ni d'apprendre la coopération, l'entraide ou encore la diversité. Ces groupes de niveau correspondent pour la majeure partie des élèves à une assignation sociale et une caporalisation de nos métiers. Les enseignant.es de Lettres et Mathématiques (6e et 5e) devront avancer au même rythme, proposer les mêmes évaluations, c'est la fin de la liberté pédagogique. Cette logique peut s'étendre à tout moment à toutes les disciplines en collège comme en lycée.

Nos conditions de travail ne cessent de se dégrader. L'augmentation salariale annoncée n'a été qu'un leurre, insuffisante qu'elle a été ne serait-ce qu'à compenser l'inflation. Les difficultés de recrutement le prouvent. Le gouvernement n'investit pas dans l'Éducation : 691 millions en moins pour l'EN et plus de 900 millions en moins pour l'Enseignement supérieur et la Recherche en 2024. En revanche, il n'hésite pas à dépenser l'argent du contribuable pour d'autres opérations : en 2022 plus de 16,8 milliards pour l'apprentissage (Cour des Comptes), généralisation du SNU : 1,75 milliard /an (Sénat), et de l'uniforme : 360 millions.

Plus largement, le gouvernement continue à faire disparaître les droits acquis au travail, à la santé, à la retraite, et nous continuerons de lutter à tous les niveaux pour les défendre.

Défendre les personnels est le fondement du syndicalisme, et nous saurons nous occuper des intérêts des collègues, comme nous l'avons toujours fait. Mais ce ne saurait être sa seule tâche : le SNES-FSU doit, dans le contexte actuel difficile, soutenir toutes les luttes et en être partie prenante. Cela veut dire occuper pleinement, au sein de la FSU et dans les cadres unitaires, le terrain des luttes pour la défense des services publics. Ces derniers sont les outils indispensables pour répondre aux enjeux environnementaux, mieux lutter contre toutes les formes de discriminations (sexistes, racistes, classistes, etc.).

Pour ÉÉ : Manon Faivre, Stéphane Grégoire, Bénédicte Ponçot, Rémi Pourchet, Roberte Vermot Desroches,